

DERNIERE MINUTE

Attention : élections à la Sécurité sociale La CNIL non consultée ?

La réforme récente des structures de la Sécurité sociale prévoit l'élection des représentants salariés aux conseils d'administration par les assurés eux-mêmes (cf loi n° 82-1061 du 17 décembre 1982, JO du 18 décembre 1982). Il en a été ainsi de 1945 à 1967, date des fameuses ordonnances : depuis 1967, jusqu'à maintenant les représentants des salariés ont été désignés par les organisations syndicales les plus représentatives.

Faire voter 30 millions d'électeurs représente un travail considérable impliquant le recours presque obligatoire à l'ordinateur. Il s'agit, en effet, de manipuler un fichier d'environ 30 millions d'enregistrements de 400 caractères chacun. Pour réaliser l'opération, la Caisse nationale d'assurance vieillesse de la rue de Flandres à Paris 19^e a été retenue comme maître d'œuvre. Or, ces moyens ne sont pas assez importants et/ou occupés à d'autres tâches (exemple : prise en compte de la retraite à 60 ans) et donc le travail va être sous-traité. Devinez à qui ? Tout simplement à IBM qui serait la seule entreprise à se déclarer capable de remplir la mission !

Premier scandale : on remettrait entre des mains « étrangères » un fichier nominatif, sans pareil, contenant les numéros de Sécurité sociale des assurés et les numéros de SIRET (fichier INSEE des entreprises et établissements) de leurs employeurs !

Excusez du peu ! Certains esprits imaginent déjà la CIA se frottant les mains à la perspective de recevoir ce fichier. Il semble, en effet, qu'aucune contrainte ne soit imposée à IBM pour traiter les données et les transmettre — volontairement ou involontairement — à qui bon lui semble.

Deuxième scandale : la précipitation. « Aiguillonnée » par tous les « partenaires sociaux », le ministère des Affaires Sociales qui contrôle la Sécurité sociale veut mener rapidement l'affaire sans déposer de dossier devant la Commission nationale de l'informatique et des libertés. Pensez si le dossier est présenté à la CNIL, l'affaire sera retardée de trois mois au moins si l'avis est favorable et si la Commission n'exige par de modifications importantes ! N'imaginons pas que l'avis puisse être défavorable : l'élection elle-même

risquerait alors de ne pas avoir lieu... Ce qui est impensable du point de vue des syndicats qui ont réclamé la réforme. Ce qui pourrait ne pas déplaire aux employeurs qui l'ont freinée, voire au ministère des Affaires Sociales ou aux gestionnaires de la Sécurité sociale qui doivent trouver que l'actuel système est bien commode et que ces élections vont coûter bien cher (on parle d'un milliard de centimes, c'est cher payé des structures un peu plus démocratiques).

Ce désir de faire vite est-il vraiment justifié ? Un gouvernement de gauche, pressé par le temps et les organismes concernés, doit-il laissé courir de tels risques aux libertés ? Un sursaut démocratique du gouvernement est encore possible. Le CIII l'espère et lance, pour cela, un appel à toutes les forces soucieuses des libertés pour que l'affaire soit soumise à des contrôles et le dossier au moins examiné par la CNIL.

Pierre Benoit
22 avril 1982

INITIATIVES

FLICS

Un groupe s'intitulant FLICS (Groupe d'action contre le fichage légalisé des individus considérés comme subversifs) s'est formé et a distribué des faux, convoquant au commissariat central de Reims des centaines de Remois(es) pour s'y faire fichier. Le groupe a revendiqué l'action dans un communiqué dans la presse dont voici un extrait : « *Le FLICS entend protester contre la mise en place ici et maintenant de la société totalitaire annoncée par Orwell dans « 1984 ». Il entend protester contre les méthodes de fichage qui seront totalement inefficaces, et affirme que le véritable but de l'Etat est la surveillance de tous les militants révolutionnaires, et plus largement de tous ceux qui luttent.* »

Après cette distribution, plusieurs personnes ont obtempéré, sans se poser de questions, et ont jugé tout à fait naturel d'aller se faire fichier.

Suite à cette action, deux militants ont été inculpés pour usage de faux.

Suit une lettre à adresser au juge de Reims pour réclamer une inculpation collective.

Reims le.....

Monsieur le juge,

Le 3 décembre 1982, deux personnes ont été arrêtées et inculpées de « faux » et immixtion sans « titre » dans les affaires d'une administration pour avoir distribué de fausses convocations de police concernant le fichier

Violences, Attentats, Terrorisme. Comme ces deux personnes, j'estime que ce fichier est dangereux pour les libertés notamment pour les raisons suivantes :

— d'une part, ce fichier est un nouveau fichier des « suspects » semblable à celui du « *Bundes Kriminal Amt (BKA)* » qui fiche plusieurs millions de personnes.

Que veut dire en effet « *dresser la liste des individus signalés pour leurs actions et leurs fréquentations* », sinon satisfaire la vieille logique policière des recoupements, des croisements, des filiations, bref, une mécanique de soupçon.

— de plus, ce fichier n'a d'intérêt pour la police que s'il contient tous les noms des personnes dont la police pense à tort ou à raison qu'elles peuvent devenir terroristes ou susceptibles d'aider des terroristes.

Pourquoi 60 000 noms ? Y-a-t-il 60 000 terroristes en France ?

Nous ignorons si le fichier du terrorisme permettra d'arrêter beaucoup de terroristes. On peut en douter, les vrais terroristes ont aujourd'hui les moyens de déjouer le fichage, mais il est sûr par contre qu'il constitue déjà une menace potentielle pour les libertés individuelles.

Pour ces raisons entre autres, j'ai moi-même participé à la distribution des fausses convocations. Je demande donc à être inculpé pour ce motif.

Nom :

Prénom :

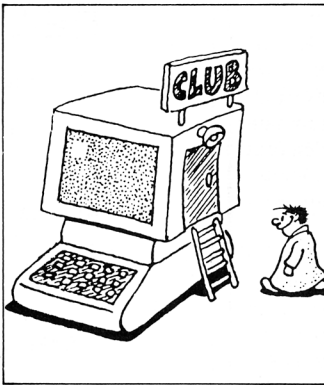
Adresse :

Signature

Cette co-inculpation collective est à envoyer en double exemplaire à :

L'EGREGOIRE BP 1213 51058 Reims cedex..

Bien sûr, ces co-inculpations ne seront envoyées au Juge d'Instruction que s'il y en a assez.



Villette

la Mission du Musée national des sciences et des techniques publie chaque mois une lettre d'information « *Actualité de la mission du musée* » (1).

les numéros 2 et 3 donnent quelques informations sur ce qui se prépare sur le site des anciens abattoirs de la Villette. Le numéro 2 annonce la constitution d'un comité d'orientation chargé de conseiller la direction du Musée et de mettre en valeur les « *relations entre trois composantes scientifique, technique et industrielle du Musée et à la prise en compte des dimensions économique, sociale et culturelle* ». Ce comité réunit des personnalités de la science et de la vulgarisation parmi lesquelles on peut relever les noms de Michel Albert, ancien commissaire au Plan, H. Tazieff, J. de Rosnay, J. Le Dren de l'UCC CFDT, J. Perriault et J.M. Levy Leblond... la critique de la science ferait-elle partie de la Mission du Musée ? Oui si on en croit Réal Jantzen chef du département conception des expositions pour qui « *il ne s'agit pas de montrer la vérité scientifique comme un résultat intangible. Au-delà de tous les messages ponctuels, ce serait très bien si le visiteur pouvait s'apercevoir que la science (avec sa partie d'erreurs et de tâtonnements), la technique et l'industrie sont des activités humaines* ». Moins sûr quand on écoute J. Legrand d'ELF président du Groupe de travail sur les maisons des industries dire que « *le futur musée sera une vitrine unique de l'industrie, certainement utile aux futurs clients et aux partenaires nationaux et internationaux de notre industrie* ». Il y a un doute quand on lit en première page que la Mission du Musée a confié à l'entreprise « Burke Marketing Research » une étude sur les présentations « *traitées comme des produits* ». A suivre...

1) Anne de Chalvron « Actualités de la Mission » Département liaisons extérieures Parc de la Villette 211 av. Jean Jaurès 75019 Paris. Tel : 240.27.28.

« Vivre avec l'informatique »

C'était le titre de l'exposition présentée à Lyon du 11 au 14 mars dernier par l'Association régionale Rhône-Alpes (ARDA-RA) et la jeune Chambre économique de Lyon. L'idée première qui consistait à démystifier l'informatique semblait intéressante d'autant plus que l'ARDA-RA cherche à « *favoriser toutes actions permettant de lutter contre la ségrégation et permettre une meilleure intégration de tous dans la cité* ». Mais bien loin d'aborder aucune des questions relatives à l'informatisation de la société, l'exposition se limita à un panorama publicitaire de la grosse, moyenne et petite informatique. La très chère télématique française était repré-



sentée par ses trois chefs de file institutionnels : TELECOM pour TELETEL, TDF pour Antiope, IPSO pour la monétique, la question de leur utilité sociale n'a pas pu être posée. Mais deux jours avant le début de l'exposition dans la presse régionale, la DGT (Direction générale des Télécommunications) annonçait l'annuaire électronique à Lyon pour fin 1984, avec l'espoir de placer 150 000 terminaux Minitel dès 1985.

Il était aussi possible d'admirer le dernier micro d'IBM, des consoles de Contol Data, les prouesses techniques du service informatique des Hospices civils de Lyon. Toutes choses qui présentaient peu d'intérêt pour le simple mortel : ni technocrate, ni décideur, ni informaticien. Il y avait même un vendeur de fourniture péri-informatiques : plus vulgairement papier en continu, étiquettes et disquettes magnétiques : EDIMCO. On voit mal quel est son apport aux « Nouvelles convivialités » comme disent les promoteurs de l'exposition. Face à tout cela, une seule association : le club Microtel de Lyon créé à l'initiative de la DGT ? Qui se présente comme une équipe de « 50 fadas qui couchent avec leur micro-ordinateur », drôle de fantôme, ma foi, de là non plus ne viendra pas une réflexion sur l'informatique.

B. L. Lyon

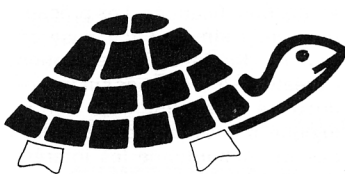
Qu'est-ce que la CISTOD ?

Les objectifs de la CISTOD sont : renforcer la coopération entre les organisations membres dans leurs activités de promotion de la science et de la technique pour le développement ; stimuler les scientifiques, les chercheurs et techniciens des pays en développement ; évaluer les priorités dans les problèmes de développement susceptibles d'être résolus par la science et la technique et promouvoir des recherches ap-

propriées ; promouvoir la libre circulation l'information scientifique et technique ; évaluer les résultats des actions des membres de CISTOD et des autres organismes, nationaux et internationaux sur la solution des problèmes globaux ; fournir des avis et des conseils aux Etats et aux organisations intergouvernementales du système des Nations-Unies, à leur demande ; surveiller les développements de la science et des techniques susceptibles d'avoir des effets bénéfiques ou nuisibles et proposer des actions appropriées.

La CISTOD en dépit de son caractère non gouvernemental est une nouvelle création issue directement de la conférence des Nations-Unies et a un programme d'action visant à améliorer la contribution de la communauté scientifique et technique au processus de développement.

CISTOD Confédération des organisations internationales scientifiques et techniques pour le développement. 51 Bd Montmorency, 75016 Paris. 525.03.29.



EPI

L'association Enseignement public et informatique est présente sur tous les terrains de recherche, d'expérimentation et d'organisation du développement de l'informatique dans l'Education nationale. Elle agit avec la volonté de défendre et d'améliorer le Service public, de promouvoir une informatique pédagogique de qualité.

Elle est la seule à assurer une liaison indispensable entre tous les enseignants de l'Enseignement public intéressés par l'informatique pédagogique. Elle est la seule à les informer régulièrement par des publications et à les aider par ses réalisations.

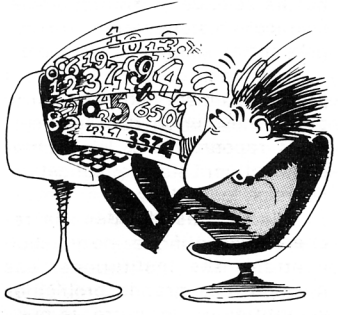
L'EPI PROPOSE

- priorité à la formation des enseignants pour leur donner la maîtrise de l'outil informatique,
 - développement de la recherche pédagogique et préoccupation constante de la qualité de l'enseignement,
 - demande de matériels répondant aux besoins des élèves et des enseignants,
 - exigence d'une plus grande diffusion de l'informatique, particulièrement dans le cadre de la scolarité obligatoire, des lycées d'enseignement professionnel, de formation continue.
- Lycée P. Corneille 78170 La Celle St Cloud.

CONGRES-COLLOQUES

Rencontre pédagogique nationale Informatique et Société

Des enseignants d'IUT des Maîtrises, des Miages, d'Ecole d'Ingénieurs, de Centre de Formation Continue... se réunissent tous les ans pour échanger leurs expériences pédagogiques en « Informatique et Société ». Depuis quelques années déjà ce type d'enseignement se développe — ne serait-ce que parce qu'il est obligatoire dans les IUT d'Informatique — et en ce domaine il faut tout inventer. Les deux jours de réunion permettent de présenter des outils et des méthodes pédagogiques, mais aussi, aux participants, d'exposer leurs recherches et de faire part de leurs interrogations. Cette année le thème central doit être les alternatives, d'une part par rapport à l'organisation du travail et le transfert de technologie au sens large, et d'autre part par rapport aux nouvelles données politiques. Pour en savoir plus sur ces journées qui se dérouleront à Nancy les 9 et 10 juin, contacter J. Romano, CUCES, Universités, 32 rue de Saurupt, BP 3098 - 54013 Nancy cedex. Tel (8) 351.44.36.



Congrès Georges Orwell

L'Association belge du Fantastique et de la Science-Fiction organise les 11, 12, 13 novembre prochain à l'Université d'Anvers (UFSIA, Rodestraat 12, 2000 Antwerpen and IUA Universiteitplein 1, 2610 Wilrijk, Belgique) un Congrès Georges Orwell.

Parmi les thèmes de débat sont déjà prévus :

- comparaison de 1984 et 1985
- les formes de l'Etat dans la SF
- l'idéologie d'Orwell et de Burgess
- fantastique et réalité de la société communiste par A. Zinoviev.

Les conférences auront lieu en anglais.

Pour tous renseignements : Benoit J. Suykerbuyk, August Vermeyleeneaan 21 bus 20 B-2050 Antwerp, Belgium.

Interrogation sur la technologie

Les 21-22 et 23 mai prochains aura lieu une rencontre dont les buts sont :

- Faire le point sur les mutations technologiques (telles que informatique, robotique, etc) et sur les répercussions au niveau des travailleurs qui vivent directement les changements technologiques.

— Confronter les différentes recherches sur l'élaboration et l'évolution de la technologie actuelle dans la perspective d'une société égalitaire.

Cette rencontre s'adresse :

- Aux personnes désirant exposer leurs recherches théoriques ou leurs expériences professionnelles, (interventions limitées à 30 mn).
- Aux personnes s'intéressant aux problèmes posés par les chan-

Publicité



**57
Bd de la
Motte
21800
QUETIGNY
n° spécial
Avril
9 F 50**

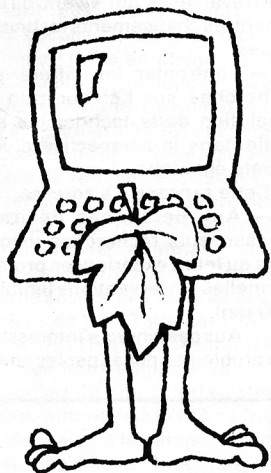
gements technologiques actuels. Elles sont invitées à venir assister et participer aux différents exposés et débats.

Aujourd'hui, la technologie prend une place de plus en plus importante dans notre société. Pour nous, **cette emprise de la technologie dans notre vie** semble annoncer une mutation de civilisation aussi importante que le passage à l'ère industrielle, au siècle dernier. Il nous semble que la technologie actuelle va changer le rapport au travail.

Allons-nous assister à une production exécutée totalement par des robots ? Le pouvoir, dans ce processus, sera-t-il réduit aux quelques spécialistes maîtrisant cette technologie ? Que deviendront alors les exclus de la production ? Quel type de société implique la logique (si logique il y a) de cette nouvelle technologie ? Comment nous situons-nous dans cette technologie ? Comment agir pour ne laisser ni le présent ni le futur nous échapper ?

Autant d'interrogations dont nous allons débattre avec vous lors de la rencontre-débat **Interrogation sur la technologie** les 21-22 et 23 mai 1983 au Château de Ligoure, Le Vigen 87110 Solignac.

Si vous désirez participer à cette rencontre : inscription à ADIC, BP 493 63013 Clermont Ferrant.



STAGES

Programmation des automates programmables

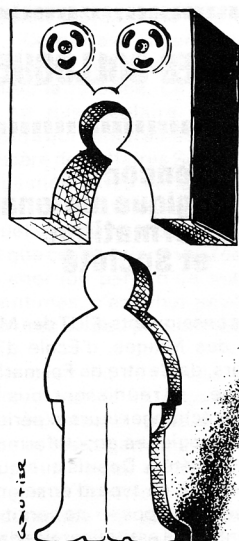
Stages de 3 jours (24 h), du 7 au 9 juin 1983.

Mise en œuvre des automates programmables

Stages de 5 jours (35 h) du 10 au 14 octobre 1983.

Pour tous renseignements :

CAST INSA, Bât. 705, 20 av. Albert Einstein, 69621 Villeurbanne cédex. (7) 893.24.45.



Science et culture

A une extrémité, les tenants de l'idéologie de la désespérance et de l'arrêt immédiat de toute recherche, à l'autre les partisans du développement à tout prix des sciences et des techniques...

Si l'on conçoit la science comme un des moyens de mieux comprendre le monde afin de mieux le maîtriser, c'est une notion centrale dans la lutte pour l'émancipation, la conquête des responsabilités individuelles et collectives.

Nous devons tenter d'apporter un éclairage sur le débat en cours, et pour ce, mettre en évidence ce qui lie science et anthropologie, science et histoire, science et progrès social, science et idéologie.

Le monde du travail est tout particulièrement concerné par le sujet : l'évolution des sciences, leurs rapports avec les techniques, influent sur la qualification, l'emploi, les cadences.

Les thèmes abordés : la recherche scientifique une question centrale, ses institutions, ses moyens. Les grands problèmes scientifiques de notre temps : énergie, santé, espace, communication, information, recherche à des fins militaires. Un dénominateur commun : l'informatique. La science et la création artistique : sciences humaines et leur rôle social, rencontre avec des chercheurs, visites de laboratoires, la recherche scientifique et la technologie industrielle.

Les 16 et 20 mai à Marseille, Fédération Travail et culture 17 rue Froment 75011. Tel : 355.48.00.

Précision

L'article de Colette Hoffsaes « *Quels systèmes d'information pour quelle médecine* » paru dans notre numéro 13 a été écrit à partir d'un contrat de recherche confié à Colette Hoffsaes par l'ADI.

REVUE DES LIVRES

Aspects de l'automatisation

Le numéro 22 de CEP (1) « *Aspects de l'automatisation* » entreprend de mettre en évidence les logiques économiques et sociales à l'œuvre lors de l'automatisation des bureaux, des usines, des soins, du système d'information. Pour **Cédric Thomas** la « *bureautique* » n'est que la reprise sur un mode plus large de vieux projets d'application du taylorisme au travail de bureau. Sa finalité essentielle serait la réinstauration au travers d'un réseau d'information homogène du « *Continuum de commandement de l'entreprise* ». Analysant la politique industrielle de la robotique **R. Cochet** ne soit pas de la contradiction qui consiste à vouloir adapter l'appareil productif français aux exigences du marché sans s'attaquer à l'emploi et aux qualifications. Les précautions qu'il aimerait voir mise en œuvre : formation, intervention « *créative* » des salariés sur la productivité ne modifient en rien la logique d'ensemble d'une politique qui subordonne les intérêts des travailleurs aux nécessités de la concurrence internationale. **D. Foray** s'en prend à ceux qui voient dans l'automatisation une inéluctable mécanique technique et économique. L'analyse concrète d'unités de fonderies montre au contraire que l'automatisation ne fait que prolonger et consolider des logiques préexistantes. Opposant le dynamisme des connaissances techniques et des savoir-faire à la parcellisation et à la déqualification, il distinguera deux formes possibles de l'automatisation :

— sur la base d'un travail non qualifié, substitution des machines au travail vivant ;

— là où existent de systèmes de savoir-faire inébranlables, l'optimisation des relations entre ces différents systèmes. Par ailleurs les impératifs de rentabilité conduisent soit à accélérer l'automatisation et donc à exclure les travailleurs, soit à différer la réalisation en maintenant les savoir-faire mais en trouvant la rentabilité dans la dégradation des conditions de travail.

La contribution de **D. Anquetil** « *Automatisation et organisation du travail dans l'automobile* » montre que les travailleurs sont en capacité d'intervenir collectivement sur l'organisation de leur travail contrariant ainsi les logiques dominantes de l'automatisation. En modifiant la place et le rôle des travailleurs — le résultat dépend désormais moins du tra-

vail fournir par les opérateurs que du fonctionnement optimal des installations — l'automatisation redistribue différemment autonomie et contraintes de chacune des catégories. La réaction à cette nouvelle situation est fonction du type d'expérience professionnelle qui a précédé : adaptation étroite ou capacité collective d'apprentissage et d'évolution. Cela dit, ces capacités de réaction trouvent aujourd'hui leurs limites dans la formation théorique nécessaire à l'apprentissage des formalismes et des procédures abstraites requises par l'intervention sur des systèmes technologiques complexes. L'article de **Robert Zardet** et alii « *Rationalisation du système de soins et informatisation* » reprend l'essentiel de l'article publié dans *Terminal* n° 13 : « *L'électronisation de la santé, une logique* », tout en développant les enjeux professionnels et sociaux de l'algorithmisation du raisonnement médical : rationalisation et contrôle de l'activité médicale, perte d'autonomie et d'expertise, déclin des spécialistes, émergence de médecins-managers mesurant l'efficacité médicale à son coût. Analysant l'impact de l'informatique sur l'information économique et sociale, **J.C. Poulain** s'interroge sur la signification d'une information devenue marchandise, orientée par la solvabilité des utilisateurs, et met en cause le contenu des banques de données présentées sous forme de séries uniques, réduites au calculable et au quantifiable et sur la définition et la construction desquelles on reste ignorant. Pour J.C. Poulain, d'autres outils sont possibles qui permettraient aux utilisateurs de construire leurs données selon la logique de leurs besoins ou de leur recherche. Voilà bien le fond de la question, le numéro de CEP qui met bien en évidence les logiques dominantes qui structurent l'automatisation, ne fait que peu de place à l'intervention des travailleurs et des utilisateurs réduits au rôle d'informatisés. Reflet d'une situation mais reflet d'une époque, tout autant.

Eric BRAINE

1) Critiques de l'économie politique. *La découverte* (Maspéro, 1 place Paul Painlevé 75005 Paris, 40 F)

